



Monsieur Emmanuel MACRON
Président de la République
Palais de l'Elysée
55, rue du faubourg Saint-Honoré
75008 PARIS

Paris, le 3 juillet 2018

Objet : **Demande de rendez-vous – avenir d'EDF**

Monsieur le Président de la République,

Dans une lettre ouverte en date du 3 avril 2018, nous vous avons fait part de nos inquiétudes quant à la mise en concurrence des concessions hydrauliques françaises visées par une mise en demeure de la Commission européenne en date du 22 octobre 2015, à la déstabilisation du système hydroélectrique français à laquelle elle va conduire et à ses conséquences sur EDF.

Plus récemment, alors que le débat public sur la programmation pluriannuelle de l'énergie est fini, les déclarations contradictoires du Ministre de la Transition Ecologique et Solidaire selon lequel « *une des raisons pour laquelle EDF se retrouve en difficulté, c'est que notamment la filière nucléaire nous emmène dans une dérive* » et du Ministre de l'Economie pour qui « *le nucléaire restera essentiel à long terme pour garantir la sécurité d'approvisionnement de notre pays, la compétitivité de notre pays, et l'indépendance énergétique de la nation française* » ne manquent pas de nous interroger sur la cohérence du Gouvernement sur l'avenir de la filière nucléaire française.

Cette contradiction gouvernementale nous interpelle d'autant plus que c'est bien à la demande de l'Etat qu'EDF a pris le contrôle de Framatome et ainsi contribué au sauvetage d'AREVA et que c'est au nom des intérêts de la filière nucléaire française que l'Etat a soutenu l'investissement en fonds propres d'EDF dans le projet nucléaire britannique d'Hinkley Point.

Pourtant, cette filière industrielle, forte de plus de 200 000 salariés, a plus que besoin de la visibilité nécessaire à l'industrie avec des projets sur le long terme.

Le rôle de l'Etat stratège, porteur d'une ambition industrielle et énergétique pour le pays, nous n'avons cessé de le réclamer, encore récemment lors de notre audition par la commission d'enquête sur la sécurité et la sûreté des installations nucléaires.

.../ ...



Plus largement, nous sommes convaincus que la lutte contre le réchauffement climatique et la construction d'une société et d'une économie bas carbone doivent constituer les priorités de la politique énergétique de notre pays. C'est d'ailleurs le sens de la volonté affichée d'inscrire le climat dans l'article 1 de la Constitution Française.

Nous sommes persuadés qu'EDF a un rôle central à jouer dans la mise en œuvre du modèle français de transition énergétique mais aussi qu'elle demeure un point d'appui incontournable pour le développement de la politique industrielle qui permettra à la France de disposer de filières industrielles bas carbone puissantes, créatrices d'emplois qualifiés et durables sur l'ensemble du territoire national.

Dans ce contexte, et malgré les spéculations dont la presse s'est fait l'écho, nous réaffirmons l'atout majeur que constitue EDF avec son modèle de groupe intégré pour relever tous ces défis.

C'est ainsi et avec cette stratégie qu'EDF peut répondre aux objectifs de souveraineté et de compétitivité énergétiques du pays.

Face à tous ces enjeux mais aussi face aux incertitudes qui y sont liées, les salariés sont inquiets et s'interrogent sur leur avenir. C'est dans ce sens et par la présente que nous vous sollicitons afin d'échanger rapidement avec vous sur la place d'EDF dans la politique énergétique du pays mais également connaître votre vision de l'avenir de cette entreprise publique qui a su relever depuis plus de 70 ans tous les défis énergétiques de notre pays et qui est sans nul doute un atout pour l'avenir énergétique, climatique et industriel de la France.

Dans cette attente, nous vous prions de recevoir, Monsieur le Président de la République, l'expression de notre très haute considération.

FCE-CFDT
Le Secrétaire général
Dominique BOUSQUENAUD

CFE-CGC Energies
Le Secrétaire Général
William VIRY-ALLEMOZ

FNME-CGT
Le Secrétaire Général
Sébastien MENESPLIER

FNEM-FO
Le Secrétaire Général
Vincent HERNANDEZ